

## I. - A LA RECHERCHE DE LA DIGNITÉ

L'Espagne a célébré une fois de plus, le 2 mai — le « Dos de Mayo » — l'anniversaire du massacre des mamelouks de Murat, qu'immortalise le célèbre tableau de Goya. De ce pays si proche, les Français connaissent deux visages : la terre accueillante aux touristes ivres de soleil et de beauté, le pays encore privé des libertés démocratiques où l'opposition clandestine se heurte, comme on l'a vu au moment du procès de Burgos, à une sévère répression. Pour la comprendre tout à fait, cependant, il faut accéder à sa nature profonde, telle qu'elle émerge du long isolement moral et politique où l'ont refoulée l'histoire et le souvenir d'une atroce guerre civile. Vieux connaisseur de notre voisine, Jean Créach, qui fut jadis correspondant du « Monde » à Madrid, nous propose ici son interprétation.

Madrid. — Chaque année, au cœur de Madrid, dans le quartier du *Dos de Mayo*, une procession honore le souvenir du massacre. Elle longe les façades qu'a connues Goya, remonte la rue de la Palma et passe devant un petit café. Nombreux parmi les clients sont les anciens prisonniers politiques. Le patron, un Asturien, a eu jadis des « difficultés » : c'est un géant d'une soixantaine d'années, épais de la poitrine et des paumes.

L'an passé, un nouveau venu af-

fectait, ce jour-là, de *farolear* au milieu des habitués, de faire le faraud : indifférent au claquement des dominos, aux cantiques dont la rumeur s'approchait, il débraillait ses pectoraux et les éventait. Dans la rue, la procession piétinait. L'Asturien chaloupa jusqu'au seuil du café et s'agenouilla. Derrière lui, leur chemise blanche bouffonnée sur la gorge, tous les clients l'imitèrent. L'autre tourna le dos et se mit à tambouriner le zinc avec son verre. Le patron se releva, marcha sur lui, abattit sa paume sur son épaule et le plaqua sur les dalles

« Indecente ! laisse-t-il tomber, homme sans honneur. »

*Decencia, decoro, pundonor, honra, categoria, jacha, monta, dignidad...* le castillan dispose d'une infinité de termes pour désigner chacune des facettes de la fidélité d'un homme à soi-même et à ses certitudes. Cette fidélité ne serait qu'une rencontre avec Sénèque le stoïque de Cordoue, si deux traits séculaires du comportement hispanique n'en avaient modifié l'expression : le penchant inconscient à se satisfaire des apparences et l'extraordinaire vitalité de la race. La soif de dignité, réelle ou feinte, est primordiale au cœur de tous les Espagnols, et leur vitalité fait de sa recherche un combat quotidien dont l'issue commande le bonheur ou le malheur de chacun.

### Quatre siècles de frustrations

Or cette dignité, l'Espagne, au cours de son histoire, ne l'a vraiment reçue en partage que pendant, une cinquantaine d'années du seizième siècle, de ce Siècle d'or, qui vit l'apogée de sa culture et de sa gloire, prélude d'ailleurs, sous Philippe II, à sa ruine. Et le psychisme de son peuple est fondamentalement, aujourd'hui, celui d'une collectivité à qui la réalité de cette dignité a été refusée

A se persuader passionnément qu'ils étaient les « défenseurs de la foi » chrétienne, les rois d'Espagne se ruinaient : pour vivre, entre 1492, date de la reconquête de Grenade sur l'Islam par Isabelle la Catholique, et 1665, qui vit la mort de Philippe IV, ils anéantirent ou chassèrent, avec les Juifs et les Arabes, non pour leur race mais pour leur foi, tous les financiers du royaume et la plupart des commerçants et des artisans. La conquête de l'Amérique au nom de sa religion transforma l'orgueil naturel de l'Espagnol en fierté : elle lui fit détruire d'un cœur léger, au seizième siècle, la civilisation précolombienne et l'empêcha de

prendre garde, au dix-huitième siècle, à la naissance ailleurs en Europe de la civilisation industrielle. Cette négligence ne priva de donner à sa dignité un moyen de puissance durable. Quand il s'en avisa, il était trop tard : l'or arraché à l'Amérique s'était investi à Gênes, à Lyon, à Anvers, après avoir payé les guerres « pour la foi ». En Espagne, entre-temps, châteaux, cathédrales et tous les peintres d'Europe capables de montrer Dieu et Dieu dans l'homme, mais pas d'industrie. La trame d'une première frustration s'était formée.

A défaut d'un corps pour sa dignité, la société espagnole se fabriquait un masque : méprisant sa ruine, elle interdisait à l'*hidalgo, hijo de algo* — fils de quelque chose —, qui ne se vantait de l'être ? — de travailler de ses mains. A la fin de sa vie, Velasquez, abreuvé d'avanies par les « Grands », fit entendre à Philippe IV qu'il désirait recevoir un « habit » de l'ordre de Saint-Jacques. Seul cet ennoblement lui permettrait de les traiter « de *poder a poder* », de pouvoir à pouvoir, d'être leur égal. Il re-

courut d'abord à des certificats de complaisance pour établir qu'il n'était pas roturier et qu'il ne travaillait pas de ses mains. Le leurre éventé, Philippe IV dut en appeler à l'autorité suprême de l'ordre, au pape — alors Alexandre VII — pour que fût levé l'interdit dressé par les chevaliers devant l'artiste, un « artisan ».

Toute la littérature picaresque montre comment l'Espagnol se prit à substituer, à des biens réels qu'il ne parvenait pas à créer, le bien fictif qu'est cette contre-façon de la dignité, la superbe. Il serait malséant d'en plaisanter, à la française : elle est rarement le fait de peuples qui ont réussi leur histoire. Celle de l'Espagnol — à l'inverse de l'orgueil anglais — s'est tissée à mesure qu'il découvrait l'amenuisement de son pouvoir sur les hommes et sur la matière. Les moyens manquant à cette arrogance que, déjà au XVII<sup>e</sup> siècle, notaient à Madrid tous les ambassadeurs, et qui rendait délicat le règlement de la moindre affaire, la glorieuse fierté fut bientôt l'expression d'une grande douleur.

Le dernier siècle et le début du nôtre parachevèrent la dégradation de l'image que l'Espagnol recevait de lui-même. Pendant la Révolution française, les pauvres défallances d'un Charles IV, berné par sa femme et par l'amant, le ministre Godoy, conduisaient au viol de l'Espagne par Napoléon, à l'arrivée, avec Ferdinand VII, d'un ultra de l'inquisition et de l'insularisme, à l'abandon des colonies d'Amérique ; enfin, après trois conflits dynastiques, les guerres carlistes, au coup de grâce : la guerre contre l'Amérique en 1898 et la perte de Cuba, dernier symbole d'une gloire morte. L'incurie, la ruine, autant que l'humeur venaient encore une fois, en moins d'un siècle, de faire manquer à l'Espagne le second train de l'industrialisation et cette libération des structures féodales où toute l'Europe s'était engagée. Elle perdait une nouvelle possibilité de s'enrichir et, selon sa nature, de dominer l'argent ; de se mettre à jour ; de donner un corps actuel et concret à son besoin de dignité.

La troisième chance de se moderniser et de retrouver en Europe la place à laquelle elle aspirait lui fut offerte avec la guerre 1914-1918. Sa neutralité lui permit d'équiper tous les belligérants. Elle manqua cette chance comme elle avait manqué les autres : le nouveau pactole enrichit les banquiers d'Espagne et les hommes d'affaires étrangers mais, sauf quelques capitaux placés dans des entreprises plus ostentatoires qu'utiles, rien n'alla aux grands investissements d'une infrastructure industrielle. Quant à l'intelligentsia espagnole, qui eût pu devenir le ferment d'une vie nouvelle, son attitude tient



Le 2 mai 1808 peint par Goya.

tout entière dans le mot d'Unamuno, « *Que les autres inventent !* ». C'était, à la castillane, le mépris des questions d'argent, mais aussi l'aveu de la résignation. C'était exprimer le désespoir d'un peuple destitué du destin qu'il se croyait appelé à vivre.

A ces trois siècles de frustrations, la guerre civile est venue ajouter un double traumatisme : chez les vaincus, une humiliation qui a enseveli toute une génération dans un irrémédiable complexe d'infériorité, dans la terreur devant les vengeances, dans la rancœur face aux injustices des vainqueurs. Chez les plus politisés de ces derniers — au plus haut point dans la Phalange — une surestimation maniaque de soi. Chez les uns et chez les autres, la même honte inavouée d'avoir ajouté les traits d'un fauve à la figure tragique de la patrie. Chez les plus démunis, la hantise de l'instabilité et de l'insécurité qui avaient affamé leurs ancêtres jusqu'au début de ce siècle.

La génération d'après la guerre civile — c'est-à-dire quelque 60 % de la population — s'est assurément libérée peu à peu des vieilles aliénations, en partie grâce à son mieux-être matériel. Elle n'a pas encore, sauf exceptions, pris le pays en charge, et la vie espagnole leur demeure assujettie. Il en va ainsi notamment de la masse rurale : la transformation en dix ans du paysage campagnard, les longs sillons parallèles des charrues modernes, l'arrivée des moissonneuses-batteuses n'ont en rien modifié sa psychologie : recruté de travail, tous âges mêlés, ses fibres profondes sont les mé-

mes que celles de la classe moyenne régnante et de la société militaire. Tant d'offenses, tant de glas : cela rend grave, agressif, vulnérable, et avec le même besoin éperdu de dignité, avide d'attentions, d'amitié, de *trato* : d'égards. C'est ce *trato* qui règle, au-dedans des hiérarchies, la relation humaine. Souvent, surtout

à la campagne, il est bonhomme et paternel. Mais chez bien des cadres, dans le petit atelier comme à l'usine, il arrive qu'il soit fait de morgue et d'humiliations : il contribue à expliquer, avec les facteurs proprement économiques, l'émigration ouvrière vers la France — *donde nos tratán bien*, — où l'on a des égards pour nous.

### Compenser les ressentiments

La lourdeur et la complexité de cet héritage aident à comprendre l'attitude des extrémistes de droite et de gauche, et celle des jeunes militaires.

L'exaltation de la violence, chez les séparatistes basques de l'ETA, est avant tout un moyen de compenser, par leur geste personnelle, des humiliations séculaires. Le ressort est le même chez les exaltés du « Christ-Roi », fanatiques de l'intégrisme, fils de ces carlistes que raille un dicton populaire : « *... animales qui descendent des montagnes, communient et tuent un homme.* » En 1936, ils massacraient les nationalistes basques en leur refusant la communion que ceux-ci leur réclamaient au nom de la même foi. Tout au long de ces dernières années, on les a vu briser le mobilier des paroisses « modernes » de Madrid et frapper, sous les yeux d'une police inerte, des prêtres accusés d'appliquer les consignes de Vatican II et de Paul VI, « le Pape communiste ». Les Espagnols de la nouvelle société ont beau refuser ces extrémistes, les réactions de ceux-ci font partie, au même titre que l'aménité et

l'urbanité de tant des leurs, d'un patrimoine indivisible

Chez les jeunes officiers, l'enseignement des Académies vivifie, de promotion en promotion, les bons et les mauvais souvenirs de l'histoire nationale, mais une discipline extrêmement ferme contrôle et canalise les réactions. Peut-être la vulnérabilité aux offenses et aux injustices s'en trouve-t-elle accrue, surtout quand elles viennent de l'étranger, surtout quand elles viennent de la France, puisque celle-ci est tenue depuis Richelieu, tantôt à raison tantôt à tort, pour le principal auteur des déboires de l'Espagne. Si le général Franco est demeuré si aisément au pouvoir depuis plus de trente années, contre l'attente de tant d'auteurs, ce n'est pas seulement parce qu'il a éliminé ou neutralisé ses adversaires, c'est parce qu'il a répondu d'une façon pratique au besoin qu'avaient les Espagnols d'une dignité réelle. N'a-t-il pas créé une économie inexistante avant lui, fait reconnaître son Etat par les plus puissants du monde, attiré des millions de touristes, les mettant à même de témoigner du renouveau de l'Espagne ?

## II. - PRÉSERVER LA PAIX INTÉRIEURE

Madrid. — « *Croyez-vous qu'à Prague ou à Varsovie nous pourrions bavarder comme nous le faisons ici ? Discuter du régime, voir d'anciens ministres, attaquer publiquement le gouvernement ?... Et nous autres, qui nous opposons à ce régime, dîner avec le successeur de l'actuel chef de l'Etat sans avoir à nous cacher ?... Tenez ! Si je devais choisir entre le communisme, même polonais, et le franquisme, même le franquisme air des années 50, pas d'hésitations : je me ferais franquiste !* »

C'est un ami des années difficiles, l'un des leaders de ce qu'on appelle à Madrid l'opposition démocratique, un socialiste bon teint, et qui, naguère, ne voyait d'autre issue à la dictature que le blocus par les grandes démocraties et l'intervention de l'armée...

Des pièces de jambon, des bardes de lard, pendent aux poutres dans cette « *tasca* » galicienne de Madrid — « le Lacon », le lard, ce pas un étranger, les *Chato*, les verres de vin, glissent d'un bout à l'autre, prestement exécutés jusqu'à la main du client. Le rite est respecté : *chatos* d'aord, déjeuner ensuite à la paysanne — *caldo gallego*, ce bouillon de Galice qui est une épaisse soupe aux choux... *fabada*, le cassoulet fondant des Asturies. Et de brèves coulées de val-depenas, ovin gris de la Manche à reflets rosés et à goût de caillou.

« *Les conséquences du procès de Burgos ?... Une situation entièrement nouvelle... Avant tout, une armée réveillée... Pas alertée dans le sens que vous croyez à l'étranger son nationalisme est renforcé. Il se sent la Grande Vestale de la Patrie... Et puis, il y a eu 23 manifestations du 17 décembre, à Madrid, à Barcelone, dans toutes les provinces...* »

Les officiers n'y étaient pas seuls : à Madrid ils sont au maximum quatre ou cinq cents... Le 17, sur la place d'Orient, il y avait dans les trois cent mille personnes et pas seulement des bourgeois... Les réflexes nationalistes ont joué : l'ETA ce n'est pas seulement à nos yeux la violence possible dans la rue — nous n'en voulons pas. C'est le risque du séparatisme, du démembrement de l'Espagne... L'opinion française a donné l'impression de faire cause commune avec des gens qui veulent démembrer le pays : si nous sommes aujourd'hui derrière l'armée, c'est qu'elle protège l'intégrité de l'Espagne.

Le lendemain, à Palomas, aux confins de la banlieue madrilène et des chaumes qui descendent vers les ballasts des lignes d'Andalousie, je retrouvais les compagnons d'une communauté chrétienne, magons, mécaniciens, médecins, employés... Age moyen : la trentaine. Couleur politique : entre le socialisme chrétien et le marxisme. Paradis rêvé : l'U.R.S.S.

« Alors... Burgos ? »

Réponse sans détours : « *Comment veux-tu que nous soyons d'accord avec ceux-là, ceux de l'ETA... Qu'ils tirent, d'accord ! Mais nous arracher un* »

### La succession de Caudillo

On ne peut comprendre la situation actuelle et les nouvelles conditions de la sécurité interne de l'Espagne sans connaître celles dans lesquelles s'effectuèrent en 1969 le règlement de la succession et l'installation du nouveau cabinet.

Dans les premiers jours de 1970, un grand humaniste espagnol, M. Pedro Saenz Rodriguez, qui avait été le premier ministre de l'éducation nationale du gé-

morceau de la mère patrie. Ça, jamais ! »

Et l'un des garçons aura ce mot :

« *D'ailleurs, l'armée pense comme nous.* »

Ordre dans la rue. Intégrité du territoire national : aujourd'hui tout projet politique espagnol pour être viable doit se soumettre à ces deux impératifs de la sécurité. Mais Burgos n'a pas seulement abouti à les raviver. Dans un pays où depuis trente ans la politique était faite de minuscules mouvements browniens dans une atmosphère raréfiée, la secousse du procès, suivie du scandale Matesa et les passions qu'il déclencha après la désignation du prince Juan Carlos comme successeur du général Franco, ces chocs ont conduit tous les camps à la réflexion. Un brassage d'idées neuves se fait aux plus hauts niveaux, des regroupements s'esquissent publiquement, des hommes se découvrent à travers une activité politique impensable il y a quelques mois : on doit se demander si, partie par consentement des nouveaux hommes du régime, partie par dynamisme de la nouvelle société, la véritable condition de la sécurité, le consentement des Espagnols à leurs institutions, n'est pas en train de se former.

neral Franco, quittait son exil de Lisbonne. Trente années durant, sa fidélité à don Juan de Bourbon — le père de Juan Carlos — l'avait lié à son sort. Il rentrait à Madrid, il retrouvait l'Université. Il avait été jusque-là pour le général Franco un ennemi acharné. Ce retour ne signifiait pas seulement la paix entre la monarchie des Bourbons et le chef de l'Etat espagnol.

Six mois plus tôt, le 22 juillet 1969, le général Franco annonçait à la tribune des Cortès qu'il choisissait pour successeur le fils aîné de don Juan, le prince Juan Carlos...

maints militaires à son égard. En même temps, l'autorité de don Juan, pas toujours bien entouré, s'affaiblit dans des intrigues dont il avait tout ignoré.

trêve. Les convoitises sont trop grandes, ici et là, pour qu'elle dure semble-t-il, longtemps, même si les cris de « Les militaires au pouvoir ! » que, le 1<sup>er</sup> avril - anniversaire de la fin de la guerre civile - poussaient sous les fenêtres du capitaine général de Madrid l'un des chefs des ultras, M. Blas Pinar, même

si les inscriptions dans le meilleur style mussolinien dont lui et les siens salissent aujourd'hui les murs de la capitale espagnole raffermissent dans l'esprit des militaires le cabinet et sa politique.

lucides d'Espagne : si le gouvernement ne connaît encore aucune opposition sérieuse dans la presse, aux Cortès, au Conseil national, ce n'est pas que la censure ou la bassement scellent les bouches - il suffit de suivre ces travaux des commissions des Cortès pour se convaincre du contraire - c'est que ce gouvernement a reçu son

autorité du général Franco, unique source, pour le moment, du pouvoir. Si le transfert de ce pouvoir à la société espagnole n'était pas opéré avant la disparition, quelles que soient les institutions même plébiscitées, quelle qu'ait été l'habileté du règlement successoral, la paix intérieure risquerait d'être rapidement en péril.

III. - VERS LA RÉCONCILIATION DES ESPAGNOLS

Madrid. - Apres du Retiro, l'un de ces cossus cabinets d'affaires qu'on voit prospérer depuis une dizaine d'années. Trois étages de bureaux ; moquettes et fleurs. Un jeune agrégé de droit administratif, cadet d'une famille de juristes réputés ; hier encore le régime traitait certains d'entre eux. Son ton politique ? « Le communisme en Espagne n'est plus un danger. Les plus écoutés de ses leaders sont de type italien. Rien de stalinien... Pour être admis dans la légalité, ils signeraient n'importe quel contrat de paix sociale : avec la mauvaise réputation qu'ils ont dans l'armée... et ils ne sont pas nombreux... ils savent que c'est leur seule chance... »

- Un contrat ? Avec qui ?

- Avec la monarchie... Le jour où Franco disparaîtra, Juan Carlos sera chef de l'Etat, et personne ne s'y opposera.

- Vous acceptez donc une monarchie issue du régime et un roi désigné par Franco ?

- Je ne suis ni monarchiste ni anti-monarchiste, mais la désignation du prince par Franco a complètement modifié le panorama politique... Encore au début de 1969, personne n'y croyait... Elle est maintenant là, cette succession ! C'est la seule capable de nous éviter une guerre civile... Et puis, cette fois, Juan Carlos parle un langage distinct de celui du régime... Vous avez vu ses déclarations du 12 mars ? Pour la première fois depuis trente ans, une voix autorisée place expressément une justice avant l'ordre... » (1).

Le 12 mars dernier, lors d'une émission de bourses d'études, le prince déclarait : « Bien des levoirs individuels et sociaux doivent être accomplis pour atteindre au bien-être dans un cadre de justice, d'ordre et de liberté... Soyez certains que je ne serai jamais un digne qui contient, mais un cheval où l'on puisse avancer avec ordre : c'est un roi le notre temps que je veux être un jour... »

- Quels hommes, à votre sens, pourraient être avec lui une garantie de paix sociale ?

« Le gouvernement devra avant tout inspirer confiance à l'armée. Etre une garantie d'ordre dans la rue. Donc être présidé par un militaire de grand prestige... Il y en a deux ou trois. Mais beaucoup de gens pourraient s'y retrouver : pas seulement des libéraux (suivent des noms de professeurs et d'économistes socialistes) - mais des hommes de l'actuel gouvernement par exemple Torcuato Fernandez Miranda, le ministre du mouvement (phalangiste) ; Herrero Tejedor, le procureur du tribunal suprême (phalangiste, sympathisant de l'Opus) ; Antonio Fontan (directeur du quotidien Madrid, associé de l'Opus et fondateur de son université à Pamplune) ; Ruiz Jimenez (ministre de l'éducation nationale il y a

vingt ans, aujourd'hui un des leaders de l'opposition libérale).

- Ainsi, vos amis progressistes à côté de membres de la Phalange et de l'Opus...

- Ces catégories-là sont tout à fait dépassées... Et ces hommes-là sont tout à fait « tragables » - absorbables.

Même disposition à l'ouverture dans la nouvelle génération du parti socialiste (clandestin...). A propos du prince, une réaction analogue.

« Pour la première fois, quelqu'un s'intéresse à nous ! Il nous écoute... avec quelle attention ! Et il est le futur chef de l'Etat... C'est incroyable... Que fera-t-il de nos opinions ? Nous n'en savons rien... Pour l'instant nos personnes, nos idées, ne sont plus traitées en hors-la-loi... Pourquoi-t-il renoncer à ceux qui vivent du système actuel ?... Et ne pas inquiéter l'armée ?... »

De telles paroles s'entendent aujourd'hui, dans la bouche d'hommes de trente à quarante-cinq ans, à tous les niveaux de l'opposition. Ne serait-elle pas en train d'accepter « la monarchie de Juan Carlos » ?

Plusieurs événements ont fait évoluer l'opposition de la gauche - de la génération de la guerre civile et de celle qui l'a suivie, - les tendances libérales ou socialistes étant au moins aussi fortes, même quand elles ne sont pas formulées, chez les Espagnols qui n'ont pas connu la guerre que chez ceux qui l'ont vécue. Parmi ces événements, la loi Praga (l'ancien ministre de l'information) de 1964, qui sans supprimer la censure en réduisit l'arbitraire ; le retour en Espagne d'émigrés illustres : Bunuel, Ramon Sender, Max Aub, Pedro Saenz Rodriguez, créateurs l'un de films, les autres de poèmes et de romans, le dernier d'idées politiques ; retours parfois voilés par l'exil d'autres ; ainsi du professeur Antonio Tovar, ancien phalangiste, mais homme d'ouverture, hier encore recteur de l'université de Salamanque, parti pour celle de Trubace. En même temps, des relations commerciales avaient été nouées avec l'Union soviétique ; l'Etat, dernier entré, venait de chef de l'Etat espagnol. Ces derniers développements ont été décisifs. Ils ont signifié pour l'opposition, tantôt une « trahison », tantôt une sorte de légitimation « démocratique » du régime, autrement pure que celle opérée par les contrats militaires des Américains. Il est possible qu'en laissant cette gauche « désarmée » - au sens espagnol de « sans abri » - cette évolution n'ait pas été étrangère au mouvement de certains des siens vers la monarchie. Dès l'instant où celle-ci, dans la personne du prince Juan Carlos, gardait ses distances vis-à-vis des groupes politiques du régime, ne se compromettait ni avec ses ultras ni avec ses capitalistes, et n'affirmait sa fidélité qu'à l'armée.

Un non-conformiste

Cet accueil répondait à la disposition tout hispanique à rechercher le contact avec les hommes plus qu'avec les idées ; elle accompagnait l'usage des préventions et des rancœurs. Burgos, enfin, était venu raviver chez tous les motivations séculaires, la sensibilité à l'offense collective, la conscience d'une patrie commune et d'une communauté de destin ; tous aujourd'hui ont besoin de souvrir les bras

Politiquement de telles rencontres de l'opposition démocratique avec la monarchie peuvent habiter peu à peu l'une à l'autre, même si les individus demeurent irréductibles à tout conformisme

Un petit zinc minable à l'entrée de Tolède Aubergines au vinaigre et orejas, sorte d'infâmes crêpes soufflées au suif. J'avais emmené un gaillard de quelque soixante-dix ans, Raimundo, sec et noir comme une gousse de vanille, un ancien sergent de l'armée républicaine, premier à entrer dans Paris en 1945 avec un bazooka et qui vit à Madrid d'une retraite de l'armée française. Ce vieil ami avait à régler je ne sais quelle histoire de parrainage

Dans notre dos un caporal de la garde civile - quelque permissionnaire, - son bicorne de cuir bouilli sur le zinc. Il mâchonnait un cure-dents. Raimundo écarte soudain les perles de bois de la portière.

- « Tu vois l'Alcazar ?... Moi, en 36, je suis parti d'où nous sommes, avec mon tank... Je descendais jusqu'au Tage... »

Son doigt tremble, les yeux lui sortent de la tête

- « Callate ! Intervient le garde civil Tais-toi ! Ici, vous n'avez pas un seul tank... »

- « Dis-moi ! retorque l'autre, les yeux sur les galons de laine

Jusque dans des chambres de commerce ; les discussions aux entractes de pièces à succès telles que *Tartuffe*, autorisée en 1968 par la censure, malgré l'orientation de sa mise en scène contre l'Opus, les dîners-conférences de clubs tels que le « *Siglo Veinte* » - le XX<sup>e</sup> siècle, - les groupes de laïcs, chrétiens, mais politisés au sein de paroisses de pointe comme Moratalaz, à Madrid, les cantines des grandes entreprises, les rassemblements à Montserrat pour la gauche, à Montejurra pour la droite carliste, tout cela ne révèle pas une génération « dépolitisée »

A s'en tenir seulement aux derniers jours de mars : le 29, la presse publie une demande signée par quatre mille habitants de Madrid et adressée à la vice-présidence. Ils réclament « une ouverture démocratique à tous les niveaux de la vie nationale ». La veille, soixante journalistes ont demandé le rétablissement de l'*habeas corpus* inscrit dans l'article 18 de la Charte des Espagnols, et suspendu depuis décembre. Trois jours plus tard, plus de six mille Madriléens réclament

au contraire que la « suppression de l'article 18 soit maintenue aussi longtemps que nécessaire ». Le lendemain, devant la multiplication des grèves - théoriquement interdites - et qui troublent, en Espagne comme ailleurs, l'économie et l'Université, le secrétaire général des syndicats annonce que « la question de la grève doit être étudiée sur le champ ». Ce même 30 mars, un député aux Cortès demande au gouvernement que « soient définies les droits propres aux militaires des armées républicaines... » qui ne bénéficient aujourd'hui d'aucune assistance, alors que les anciens ministres de la République voient reconnus leurs droits économiques. Le 8 avril, la presse publie - fait nouveau - la demande de membres de l'opposition libérale tendant à ce que soit retiré des Cortès un projet de réforme de la loi sur l'ordre public, projet qui revenait, s'il était voté, à perpétuer l'état d'exception. Les voix se multiplient en même temps dans l'Eglise pour demander un nouveau Concordat, qui rende le clergé indépendant de l'Etat...

Canaliser

Les hommes les plus lucides et les plus désintéressés du régime ont compris qu'il fallait faire place dès aujourd'hui à une certaine vie politique si on voulait qu'à la mort de Franco les institutions tiennent bon. Quelles structures, et davantage, quelles dispositions, leur offrent-ils ? Comment entendent-ils pratiquer - et non plus se contenter d'affirmer qu'ils la désirent - la réconciliation des Espagnols ? Accepteraient-ils de donner à tous des moyens légaux et réels de participer au pouvoir ?

Trois constatations : 1) Tous les ministres établis au gouvernement depuis octobre 1969 - sans aucune exception - veulent que « le développement politique de l'Espagne accompagne son développement économique ». Dans quel sens ? « Celui d'une représentation exacte du pays dans ses organismes de gestion ; afin que nous nous trouvions rapidement délaï ? » Nous asposons, est-il répondu non sans optimisme, d'un maximum de cinq ans pour accomplir cette transformation. Il est essentiel qu'elle soit achevée pour que la mort de Franco l'Espagne soit effectivement régie par un Etat social de droit

2) Une nouvelle loi syndicale vient d'être votée. Une loi, dite des associations, va l'être - peut-être même avant les prochaines élections législatives partielles d'octobre - mais qui serait appliquée ultérieurement. La vraie question n'est pas de savoir ce que seront ces textes, mais si, comme le souhaitait en mai 1969 une enquête de l'O.I.T à propos des syndicats, « ces textes seront appliqués dans la pratique », ou bien si l'on assistera encore à l'habitude picaresque des *pucherazos* - des bourrages d'urnes - qui ont honoré tous les régimes espagnols depuis un siècle.

Des élections syndicales vont se dérouler entre mai et juin. Devant cette occasion, les commissions ouvrières - clandestines - sont divisées : les syndicalistes chré-

tiens ont décidé de les boycotter aussi longtemps que l'*habeas corpus* ne sera pas rétabli et que les entreprises dénonceront à la police comme communistes des ouvriers qui ne font qu'exercer leurs droits syndicaux ; aujourd'hui, disent-ils, la loi syndicale n'offre pas plus de garantie d'authenticité que la précédente. Les membres communistes des commissions demandent au contraire aux travailleurs de voter, bien que leurs tracts critiquent sévèrement la nouvelle loi. Ils semblent jouer la carte de l'infiltration au sein des syndicats officiels. Cette attitude entraîne, en ce moment même, un recul du P.C.E. chez les ouvriers.

3) Au début de cette année, diverses élections municipales ont été annulées, dont celles de Malaga et du district madriléne de Ventas, pour « irrégularités ». Une loi de « contentieux administratif », votée en décembre 1969, a été annulée ; elle a permis à des citoyens de gagner des centaines de procès contre l'arbitraire de l'Etat. Depuis deux ans, tout un contentieux de fantaisies administratives dans l'exécution des contrats collectifs a été liquidé par M. de la Fuente, le nouveau ministre du travail.

Quant aux dispositions du régime envers certains notes de l'opposition : « Rappelles-tous de Talleyrand, déclarait M. Lopez Rodo en mai 1969 : « Celui qui n'est pas présent, se trompe toujours. »... Elle est la philosophie de la loi organique de l'Etat : tous ceux qui acceptent les règles du jeu, qu'ils y entrent, et que personne ne s'arroge un droit d'exclusion. »

Cette loi organique, en 1967, avait pour objet principal d'ouvrir la voie au prince Juan Carlos. Le rapprochement entre la personne du prince et l'opposition sera-t-il regardé par le gouvernement comme un premier indice que, mieux que la lettre d'un texte, elle admet toute la finalité ? Comment l'armée le prendra-t-elle ?

Des réticences au sein du régime

Des réserves existent, et nombreuses, au sein du régime devant cette politique.

Les plus graves sont le fait de la partie soumise du clergé, groupée derrière Mgr Morcillo, archevêque de Madrid et président de la Conférence des métropolitains. Celui-ci est condamné par un mal incurable : sa disparition donnera la parole, selon toute vraisemblance, aux partisans de l'ouverture et au cardinal Tarracon, archevêque de Tolède, primat d'Espagne. Mêmes réticences sur la droite du régime : droite sociale avec les propagandistes de l'Action catholique ; droite capitaliste, fortement représentée au gouvernement. Cette droite ne se sent-elle pas à l'abri dans l'actuel état d'exception, même réduit, comme il l'est, à la suspension de l'*habeas corpus*, laquelle entretient une atmosphère empoisonnée ? Qui n'a jamais pris le métro à 7 heures du matin, quand dorment les puissants, ignore les haines qui couvent et la menace de tant de désespoir accumulé.

(1) Le soir de ce 22 juillet 1969, où Juan Carlos avait été désigné par Franco, je me trouvais dans une petite demeure d'un faubourg de Madrid. J'écoutais quelques garçons, amis de ce jeune agrégé, et aussi de ces commissions ouvrières clandestines où se coudoyaient chrétiens et communistes. Ils étaient prostrés : « C'est fini... Juan Carlos, c'est le régime pour toujours... » - Peut-être, disent-ils aujourd'hui. Mais on sait déjà que ce ne sera pas du tout la même chose... »

Dans un faubourg comme Vallecas, à Madrid, la police continue d'enlever des gens en pleine nuit sans aucun mandat. Ils sont relâchés après quelques jours, généralement sans avoir été maltraités, mais, pendant ce temps, pas de salaire, la famille a vécu tant bien que mal de la fraternité des voisins. La moindre question de journaliste est suspecte.

Les dernières difficultés sont d'ordre tactique : la politique d'ouverture postule des hommes qui disposent à la fois de la confiance de l'opposition et de celle de l'armée. Ils existent, mais ils ne sont pas nombreux. La plupart d'entre eux se reculent : s'ils persistaient, l'ouverture serait difficile à pratiquer avant l'arrivée au pouvoir du prince Juan Carlos... à moins que certains nouveaux phalangistes ne se révèlent, eux aussi, hommes-charnières... à moins que ne se développe le courant « social-démocrate », comme il se nomme parfois, né dans le régime depuis la crise d'octobre 1969 et animé par M. Manuel Fraga, ancien ministre de l'information.

Prochain article : LES CHOIX DE L'ARMÉE (Jeudi 6 mai.)

L'Opus Dei, groupe de pression ou bouc émissaire ?

La désignation de son successeur par Franco créait la première condition d'une succession pacifique. Deux autres manquaient encore : l'enracinement de ce régime dans le pays ; l'adoption du prince par l'armée.

Pour permettre à cette greffe de prendre, le général Franco avait en octobre 1969 confié le gouvernement à l'équipe qui, depuis huit ans, préparait l'« instauration » du prince : celle de l'amiral Carrero Blanco, vice-président du conseil, et de M. Laureano Lopez Rodo, ministre-commissaire au plan. Elle était dépourvue de toute base politique, même au sein du régime. De toutes les forces qui le soutenaient depuis trente ans : Action catholique, Phalange, traditionalistes, syndicats officiels, armée, seuls recevaient un portefeuille les hommes ralliés sans réserve à Juan Carlos. D'entre les propagandistes de l'Action catholique un seul demeurait, M. Silva Muñoz, avocat d'Etat, homme de droite, et qui allait à quelques mois de là, se réservant peut-être pour un autre moment de son pays, laisser son portefeuille, les travaux publics, à l'une des têtes politiques de l'actuel gouvernement, M. Fernandez de la Mora, l'un des auteurs de l'instauration. M. Castiella, ministre des affaires étrangères de la précédente formation, usé par douze ans de gouvernement, avait été écarté sans ménagement, en partie - semble-t-il - pour sa fermeté en face des Etats-Unis.

Le manque de base politique de ce gouvernement allait permettre aux ultras de la Phalange et à la droite de l'Action catholique de tenter contre lui une double offensive en exploitant le scandale Matesa et l'impopularité de l'Opus Dei.

Dans un pays comme l'Espagne, où de tout temps on a vu les honneurs masquer l'impopularité et l'infamie accabler les plus grands des saints, il sera toujours difficile de dire avec vérité et justice en quoi l'impopularité de l'Opus est justifiée et en quoi elle ne l'est pas. Institution catholique, l'œuvre est accusée de se comporter en groupe de pression. Cette opinion n'est pas seulement soutenue aujourd'hui par des gens évincés du pouvoir mais par des personnalités de sérénité insoupçonnable :

1) Quant à la mainmise de l'Opus sur l'Etat, de récents sondages établissent que la participation de ses membres au gouvernement serait de trois ministres (M. Lopez Bravo, affaires étrangères ; M. Lopez Rodo, plan ; M. Vincente Morales, lui-même phalangiste, logement). Pour la haute administration, on relève un membre de l'Opus à l'intérieur, un à l'information, quatre au plan ; enfin une dizaine aux Cortès ; aucun dans les forces armées, dans la diplomatie, au Conseil national ou au Conseil du royaume.

Nous connaissons des ministères et des présidents de tribunaux d'opposition à l'institution qui joue le rôle des jurys français (agrégation) qui excellent par principe par phobie de l'Opus, les candidatures de tout professionnel membre de cet institut.

2) On trouve des membres de l'Opus à la tête et au sein des principaux noyaux d'influence suivants : université de Pamplune (confiée par le Vatican à l'Opus Dei en tant que tel, de même que fut jadis celle de Deusto - en Biscaye - aux jésuites), Banco

Atlantico, quotidien Madrid (opposition libérale), hebdomadaire *Actualidad Española*, agence Europa Press, éditions Rialp, chaînes privées de Radio-Madrid.

Les propagandistes de l'Action catholique, les jésuites, les franciscains et la plupart des ordres religieux d'Espagne sont établis depuis trente ans au sein d'organisations plus nombreuses et puissantes, et qui procurent à ces ordres avantages et puissance temporelle. Cette mainmise triomphaliste et obstentatoire du catholicisme espagnol est la cause de l'anticléricalisme chronique du pays, et des bains de sang que l'Eglise y a subis. L'Opus Dei, en général, s'est efforcé d'éviter le triomphalisme, mais, à l'égal des propagandistes de l'Action catholique qui ils étaient au pouvoir, il arrive que certains de ses membres qui s'y trouvent à présent tantôt « recommandent » des œuvres ou des entreprises qu'ils estiment « spirituellement » utiles, tantôt pratiquent des méthodes de recrutement où l'armée voit une « captation insidieuse »

3) Le principe de pauvreté individuelle oblige chaque membre de l'Opus à lui destiner la totalité de ses gains et à vivre avec les sommes qui lui sont réservées selon le minimum jugé par l'Œuvre indispensable à la vie professionnelle et familiale. Les liquidités ainsi constituées, dit-on, l'Opus, subventionne, par ses besoins d'établissements d'enseignement et d'organisations sociales créés par l'Œuvre. Personne ne conteste en Espagne l'ascétisme personnel de ses membres - célibataires ou mariés, - mais il arrive que l'Espagnol courant soit surpris par le confort de ses collectives. Il arrive aussi que, les sociétés de perfection étant peuplées d'êtres humains, des tentations du monde y soient parfois plus fortes que celles de la sainteté. Ces cas sont rares et sanctionnés.

4) Aux reproches qui lui sont adressés, l'Opus répond : « En Espagne seulement, l'Institut possède trente mille membres. Les uns sont ministres - trois, - d'autres ingénieurs, professeurs, ouvriers, etc. Les uns sont de droite, les autres de gauche. Le rôle de l'Œuvre n'est pas d'intervenir dans leur vie temporelle, comme c'est le cas pour les autres organisations catholiques, mais de fortifier leur vie spirituelle et de permettre à chacun, en vivant les principes du christianisme et si possible une vie de perfection, de développer librement sa personnalité. »

On ajoute : « Lopez Rodo passera. L'Opus Dei demeurera. »

5) En 1969, l'enquête sur le scandale Matesa établit que son auteur, ancien élève d'une école de l'Opus, avait fait à celui-ci un don de 2 millions de pesetas et que le détournement de 10 milliards avait été possible grâce à la « complaisance administrative » - et nullement rémunérée - de deux ministres et du gouverneur de la Banque d'Espagne, et de trois liés à l'Œuvre. Il fut annoncé à Madrid en février, cette année, que le procès ne pourrait pas venir avant deux ans de délai étant nécessaire pour communaliser le dossier à toutes les personnes concernées par l'enquête. Le code de procédure avait beau la justifier, l'armée prit mal cette remise. Elle y retrouvait, autour d'une affaire où avaient été impliqués des gens de l'Opus, le halo trouble dont ses ennemis lui faisaient grief.

Un transfert du pouvoir

Depuis quelques semaines, ces rencontres ont lieu entre le chef du haut état-major, le général Diez Alegria, et M. Lopez Bravo ministre des affaires étrangères. Ont-elles eu pour objet d'initier l'armée à la diplomatie d'ouverture à l'Est ? N'ont-elles pas permis d'évoquer les relations entre les ministres de l'Opus ? Ces conversations ont-elles amorcé une trêve ou préparé la paix ? Contribueront-elles, en même temps que la publication à Rome, cette année, d'un nouveau statut de

l'Œuvre et d'un annuaire de ses membres en Espagne, à clarifier une atmosphère encore très lourde ? Une telle clarification, rétablissant l'Œuvre dans son domaine et ses membres ministres dans le leur, aurait pour premier effet de dissiper les équivoques entre le gouvernement et l'armée, seule force qui mérite l'attention et seul appui qui soit indispensable au cabinet. La secousse de Burgos a servi celui-ci en incitant chacun et d'abord au sein du régime, à la méditation et à la